

RÈGLEMENT NUMÉRO 97-2020

**D'APPLICATION DE LA LOI VISANT À FAVORISER LA PROTECTION
DES PERSONNES PAR LA MISE EN PLACE D'UN
ENCADREMENT CONCERNANT LES CHIENS.**

- ATTENDU QU'** en vertu des paragraphes 1 à 5 du deuxième alinéa de l'article 1 de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (chapitre P-38.002, a. 1), Gouvernement du Québec;
- ATTENDU QUE** le Gouvernement du Québec oblige les municipalités à adopter, par règlement, la mise en place d'un encadrement concernant les chiens;
- ATTENDU QUE** l'avis de motion du présent règlement a été dûment donné lors de la séance du conseil tenue le 5 mai 2020.

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : La conseillère Lisa Irving

ET RÉSOLU UNANIMEMENT que le conseil du Canton de Hampden n'est pas en accord avec ce règlement Fédérale obligatoire, mais doit si conformer ainsi qu'il suit, à savoir :

Que le présent règlement portant le no : 97-2020, est adopté et que ce conseil ordonne et statue ainsi qu'il suit :

SECTION I CHIENS EXEMPTÉS

- 1. Les chiens suivants ne sont pas visés par le présent règlement :**
- 1° un chien dont une personne a besoin pour l'assister et qui fait l'objet d'un certificat valide attestant qu'il a été dressé à cette fin par un organisme professionnel de dressage de chiens d'assistance;**
 - 2° un chien d'une équipe cynophile au sein d'un corps de police;**
 - 3° un chien utilisé dans le cadre des activités du titulaire d'un permis délivré en vertu de la Loi sur la sécurité privée (chapitre S-3-5);**
 - 4° un chien utilisé dans le cadre des activités d'un agent de la protection de la faune.**

SECTION II SIGNALEMENT DE BLESSURES INFLIGÉES PAR UN CHIEN

2. Un médecin vétérinaire doit signaler sans délai à la municipalité locale concernée le fait qu'un chien a infligé une blessure à une personne ou à un animal domestique en lui communiquant, lorsqu'ils sont connus, les renseignements suivants :
 - 1° le nom et les coordonnées du propriétaire ou gardien du chien`
 - 2° tout renseignement, dont la race ou le type, permettant l'identification du chien;
 - 3° le nom et les coordonnées de la personne blessée ou du propriétaire ou gardien de l'animal domestique blessé ainsi que la nature et la gravité de la blessure qui a été infligée.
3. Un médecin doit signaler sans délai à la municipalité locale concernée le fait qu'un chien a infligé une blessure à une personne en lui communiquant la nature et la gravité. De cette blessure et, lorsqu'ils sont connus, les renseignements prévus aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa de l'article 2.
4. Aux fins de l'application des articles 2 et 3, la municipalité locale concernée est celle de la résidence principale du propriétaire ou gardien du chien qui a infligé la blessure ou lorsque cette information n'est pas connue, celle où a eu lieu l'événement.

SECTION III DÉCLARATIONS DE CHIENS POTENTIELLEMENT DANGEREUX ET ORDONNANCES À L'ÉGARD DES PROPRIÉTAIRES OU GARDIENS DE CHIENS

§1. Pouvoirs des municipalités locales

5. Lorsqu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'un chien constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique, une municipalité locale peut exiger que son propriétaire ou gardien le soumette à l'examen d'un médecin vétérinaire qu'elle choisit afin que son état et sa dangerosité soient évalués.
6. La municipalité locale avise le propriétaire ou gardien du chien, lorsque celui-ci est connu, de la date, de l'heure et du lieu où il doit se présenter avec le chien pour l'examen ainsi que des frais qu'il devra déboursier pour celui-ci.
7. Le médecin vétérinaire transmet son rapport à la municipalité locale dans les meilleurs délais. Il doit contenir son avis concernant le risque que constitue le chien pour la santé ou la sécurité publique.

Il peut également contenir des recommandations sur les mesures à prendre à l'égard du chien.
8. Un chien peut être déclaré potentiellement dangereux par la municipalité locale qui est d'avis, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique.
9. Un chien qui a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure peut également être déclaré potentiellement dangereux par une municipalité locale.
10. Une municipalité locale ordonne au propriétaire ou gardien d'un chien qui a mordu ou attaqué une personne et qui a causé sa mort ou lui a infligé une blessure grave de faire euthanasier ce chien. Elle doit également faire

euthanasier un tel chien dont le propriétaire ou gardien est inconnu ou introuvable.

Jusqu'à l'euthanasie, un chien visé au premier alinéa doit en tout temps être muselé au moyen d'une muselière-panier lorsqu'il se trouve à l'extérieur de la résidence de son propriétaire ou gardien.

Pour l'application du présent article, constitue une blessure grave toute blessure physique pouvant entraîner la mort ou résultant en des conséquences physiques importantes.

11. Une municipalité locale peut, lorsque des circonstances le justifient ordonner au propriétaire ou gardien d'un chien de se conformer à une ou plusieurs des mesures suivantes :

1° soumettre le chien à une ou plusieurs normes prévues à la section IV ou à toute autre mesure qui vise à réduire le risque que constitue le chien pour la santé ou la sécurité publique;

2° faire euthanasier le chien;

3° se départir du chien ou de tout autre chien ou lui interdire de posséder, d'acquérir, de garder ou d'élever un chien pour une période qu'elle détermine.

L'ordonnance doit être proportionnelle au risque que constitue le chien ou le propriétaire ou gardien pour la santé ou la sécurité publique.

§2. Modalités d'exercice des pouvoirs par les municipalités locales

12. Une municipalité locale doit, avant de déclarer un chien potentiellement dangereux en vertu des articles 8 ou 9 ou de rendre une ordonnance en vertu des articles 10 ou 11, informer le propriétaire ou gardien du chien de son intention ainsi que des motifs sur lesquels celle-ci est fondée et lui indiquer le délai dans lequel il peut présenter ses observations et, s'il y a lieu, produire des documents pour compléter son dossier.

13. Toute décision de la municipalité est transmise par écrit au propriétaire ou gardien du chien. Lorsqu'elle déclare un chien potentiellement dangereux ou rend une ordonnance, la décision est motivée par écrit et fait référence à tout document ou renseignement que la municipalité locale a pris en considération.

La déclaration ou l'ordonnance est notifiée au propriétaire ou gardien du chien et indique le délai dont il dispose pour s'y conformer. Avant l'expiration de ce délai, le propriétaire ou gardien du chien doit sur demande de la municipalité, lui démontrer qu'il s'est conformé à l'ordonnance. À défaut, celui-ci est présumé ne pas s'y être conformé. Dans ce cas, la municipalité le met en demeure de se conformer dans un délai donné et lui indique les conséquences de son défaut.

14. Une municipalité locale peut désigner un fonctionnaire ou un employé de la municipalité responsable de l'exercice des pouvoirs prévus à la présente section.

15. Les pouvoirs d'une municipalité locale de déclarer un chien potentiellement dangereux et de rendre des ordonnances en vertu du présent règlement s'exercent à l'égard des chiens dont le propriétaire ou gardien a sa résidence principale sur son territoire.

Toutefois, une déclaration ou une ordonnance rendue par une municipalité locale s'applique sur l'ensemble du territoire du Québec.

L'obligation de signalement s'applique même à l'égard des renseignements protégés par le secret professionnel et malgré toute autre disposition relative à l'obligation de confidentialité à laquelle la personne qui y est assujettie est tenue. Aucune poursuite ne peut être intentée contre la personne qui, de bonne foi, s'acquitte de son obligation de signalement.

SECTION 4 NORMES RELATIVES À L'ENCADREMENT ET À LA POSSESSION DES CHIENS

1. Normes applicables à tous les chiens

- 16. Le propriétaire ou gardien d'un chien doit l'enregistrer auprès de la municipalité locale de sa résidence principale dans un délai de 15 jours de l'acquisition du chien, de l'établissement de sa résidence principale dans une municipalité ou du jour où le chien atteint l'âge de trois mois.**

Malgré le premier alinéa, l'obligation d'enregistrer un chien :

1° s'applique à compter du jour où le chien atteint l'âge de six mois lorsqu'une animalerie, soit un commerce où des animaux de compagnie sont gardés et offerts en vente au public, ou un éleveur de chiens est propriétaire ou gardien du chien;

2° ne s'applique pas à un établissement vétérinaire, un refuge, un service animalier, une fourrière ou toute personne ou organisme voué à la protection des animaux titulaire d'un permis visé à l'article 19 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1) ainsi qu'à un établissement d'enseignement ou un établissement qui exerce des activités de recherche.

Le propriétaire ou gardien d'un chien doit acquitter les frais annuels d'enregistrement fixés par la municipalité locale.

- 17. Le propriétaire ou gardien du chien doit fournir, pour l'enregistrement de ce dernier, les renseignements et documents suivants :**

1° son nom et ses coordonnées;

2° la race ou le type, le sexe, la couleur, l'année de naissance, le nom, les signes distinctifs, la provenance du chien et si son poids est de 20 kg et plus;

3° le cas échéant, la preuve que le chien est vacciné contre la rage, qu'il est stérilisé ou micropucé ainsi que le numéro de la micropuce, ou un avis écrit d'un médecin vétérinaire indiquant que la vaccination, la stérilisation ou le micropuçage est contre-indiqué pour le chien;

4° Toute décision à l'égard du chien ou à son égard rendue par une municipalité locale en vertu du présent règlement ou d'un règlement municipal concernant les chiens.

- 18. L'enregistrement d'un chien dans une municipalité locale subsiste tant que le chien et son propriétaire ou gardien demeurent les mêmes.**

Le propriétaire ou gardien d'un chien doit informer la municipalité locale dans laquelle ce dernier est enregistré de toute modification aux renseignements fournis en application de l'article 17.

- 19. La municipalité locale remet au propriétaire ou gardien d'un chien enregistré une médaille comportant le numéro d'enregistrement du chien.**

Un chien doit porter la médaille remise par la municipalité locale afin d'être identifiable en tout temps.

20. Dans un endroit public, un chien doit en tout temps être sous le contrôle d'une personne capable de le maîtriser.

Sauf dans une aire d'exercice canin ou lors de sa participation à une activité canine, notamment la chasse, une exposition, une compétition ou un cours de dressage, un chien doit également être tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,85 m. Un chien de 20 kg et plus doit en outre porter en tout temps, attaché à sa laisse, un licou ou un harnais.

21. Un chien ne peut se trouver sur une propriété appartenant à une personne autre que son propriétaire ou gardien, à moins que la présence du chien ait été autorisée expressément.

2. Normes applicables aux chiens déclarés potentiellement dangereux.

22. Un chien déclaré potentiellement dangereux doit être vacciné contre la rage, micropucé et stérilisé, à moins d'une contre-indication pour le chien établie par un médecin vétérinaire. Le vaccin contre la rage doit être administré tous les trois ans.
23. Un chien déclaré potentiellement dangereux ne peut être gardé en présence d'un enfant de 10 ans ou moins que s'il est sous la supervision constante d'une personne âgée de 18 ans et plus.
24. Un chien déclaré potentiellement dangereux doit être gardé au moyen d'un dispositif qui l'empêche de sortir des limites d'un terrain privé qui n'est pas clôturé ou dont la clôture ne permet pas de l'y contenir. En outre, une affiche doit également être placée à un endroit permettant d'annoncer à une personne qui se présente sur ce terrain la présence d'un chien déclaré potentiellement dangereux.
25. Dans un endroit public, un chien déclaré potentiellement dangereux doit porter en tout temps un licou ou une muselière-panier. De plus, il doit y être tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,25 m, sauf dans une aire d'exercice canin.

SECTION V INSEPCTION ET SAISIE

§1. Inspection

26. Aux fins de veiller à l'application des dispositions du présent règlement, un inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'un chien se trouve dans un lieu ou dans un véhicule peut, dans l'exercice de ses fonctions :
- 1° pénétrer à toute heure raisonnable dans ce lieu et en faire l'inspection;
 - 2° faire l'inspection de ce véhicule ou en ordonner l'immobilisation pour l'inspecter;
 - 3° procéder à l'examen de ce chien;
 - 4° prendre des photographies ou des enregistrements;
 - 5° exiger de quiconque la communication, pour examen, reproduction ou établissement d'extrait, de tout livre, compte, registre, dossier ou autre

document, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il contient des renseignements relatifs à l'application du présent règlement;

6° exiger de quiconque tout renseignement relatif à l'application du présent règlement.

Lorsque le lieu ou le véhicule est inoccupé, l'inspecteur y laisse un avis indiquant son nom, le moment de l'inspection ainsi que les motifs de celle-ci.

27. Un inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'un chien se trouve dans une maison d'habitation peut exiger que le propriétaire ou l'occupant des lieux lui montre le chien. Le propriétaire ou l'occupant doit obtempérer sur-le-champ. L'inspecteur ne peut pénétrer dans la maison d'habitation qu'avec l'autorisation l'occupant ou, à défaut, qu'en vertu d'un mandat de perquisition délivré par un juge, sur la foi d'une déclaration sous serment faite par l'inspecteur énonçant qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'un chien qui constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique se trouve dans la maison d'habitation, autorisant, aux conditions qu'il y indique, cet inspecteur à y pénétrer, à saisir ce chien et à en disposer conformément aux dispositions de la présente section. Ce mandat peut être obtenu conformément à la procédure prévue au Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) en faisant les adaptations nécessaires.

Tout juge de la Cour du Québec ou d'une cour municipale ou tout juge de paix magistrat a compétence pour délivrer un mandat de perquisition en vertu du deuxième alinéa.

28. L'inspecteur peut exiger que le propriétaire, le gardien ou le responsable d'un véhicule ou d'un lieu qui fait l'objet d'une inspection, ainsi que toute personne qui s'y trouve, lui prête assistance dans l'exercice de ses fonctions.

2. Saisie

29. Un inspecteur peut saisir un chien aux fins suivantes :

1° le soumettre à l'examen d'un médecin vétérinaire conformément à l'article 5 lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique;

2° le soumettre à l'examen exigé par la municipalité locale lorsque son propriétaire ou gardien est en défaut de se présenter à l'examen conformément à l'avis transmis en vertu de l'article 6;

3° faire exécuter une ordonnance rendue par la municipalité locale en vertu des articles 10 ou 11 lorsque le délai prévu au deuxième alinéa de l'article 13 pour s'y conformer est expiré.

30. L'inspecteur a la garde du chien qu'il a saisi. Il peut détenir le chien saisi ou en confier la garde à une personne dans un établissement vétérinaire ou dans un refuge, dans un service animalier, dans une fourrière ou dans un lieu tenu par une personne ou un organisme voué à la protection des animaux titulaire d'un permis visé à l'article 19 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1).

31. La garde du chien saisi est maintenue jusqu'à ce qu'il soit remis à son propriétaire ou gardien. Sauf si le chien a été saisi pour exécuter une ordonnance rendue en vertu du premier alinéa de l'article 10 ou du paragraphe 2° ou 3° du premier alinéa de l'article 11 ou si la municipalité rend une ordonnance en vertu d'une de ces dispositions, il est remis à son propriétaire ou gardien lorsque survient l'une ou l'autre des situations suivantes :

1° dès que l'examen du chien a été réalisé, lorsque le médecin vétérinaire est d'avis qu'il ne constitue pas un risque pour la santé ou la sécurité publique, ou dès que l'ordonnance a été exécutée;

2° lorsqu'un délai de 90 jours s'est écoulé depuis la date de la saisie sans que le chien n'ait été déclaré potentiellement dangereux ou, avant l'expiration de ce délai, si l'inspecteur est avisé qu'il n'y a pas lieu de déclarer le chien potentiellement dangereux ou que le chien a été déclaré potentiellement dangereux.

32. Les frais de garde engendrés par une saisie sont à la charge du propriétaire ou gardien du chien, incluant notamment les soins vétérinaires, les traitements, les interventions chirurgicales et les médicaments nécessaires pendant la saisie ainsi que l'examen par un médecin vétérinaire, le transport, l'euthanasie ou la disposition du chien.

SECTION VI DISPOSITION PÉNALES

Article	Infraction	Amende pour une personne physique	Amende pour les autres cas
33	Le propriétaire ou gardien d'un chien contrevient à l'article 6 ou ne se conforme pas à une ordonnance rendue en vertu des articles 10 ou 11.	1 000 \$ à 10 000 \$	2 000 \$ à 20 000 \$
34	Le propriétaire ou gardien d'un chien contrevient à l'un ou l'autre des articles 16, 18 et 19.	250 \$ à 750 \$	500 \$ à 1 500 \$
35	Le propriétaire ou gardien d'un chien qui contrevient à l'une ou l'autre des dispositions des articles 20 et 21	500 \$ à 1 500 \$	1 000 \$ à 3 000 \$
36	Les montants minimal et maximal des amendes prévues aux articles 34 et 35 sont portés au double lorsque l'infraction concerne un chien déclaré potentiellement dangereux.		
37	Le propriétaire ou gardien d'un chien contrevient à l'une ou l'autre des dispositions des articles 22 à 25.	1 000 \$ à 2 500 \$	2 000 \$ à 5 000 \$
38	Le propriétaire ou gardien d'un chien fournit un renseignement faux ou trompeur ou un renseignement qu'il aurait dû savoir faux ou trompeur relativement à l'enregistrement d'un chien.	250 \$ à 750 \$	500 \$ à 1 500 \$
39	Quiconque entrave de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions de toute personne chargée de l'application de la loi, la trompe par réticences ou fausses déclarations ou refuse de lui fournir un renseignement qu'elle a droit d'obtenir en vertu du règlement.	500 \$ à 5 000 \$	
40	En cas de récidive, les montants minimal et maximal des amendes prévues par la présente section sont portés au double.		

SECTION VII DISPOSITION TRANSITOIRE ET FINALE

41. Le propriétaire ou gardien d'un chien à la date de l'entrée en vigueur du présent règlement dispose de trois mois suivant cette date pour l'enregistrer conformément à l'article 16.
42. Le présent règlement entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

SECTION VIII ENTRÉE EN VIGUEUR

Avis de motion donné le 5 mai 2020

Avis public 6 mai 2020

Adoption le 2 juin 2020

Avis de publication donnée le 3 juin 2020

Entrée en vigueur le 3 juin 2020

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Bertrand Prévost, maire

**Manon Roy, directrice générale
Secrétaire trésorière par intérim**

INFORMATIONS RELATIVES À L'APPLICATION DE LA LOI

La disponibilité d'informations et de données complètes et fiables est apparue comme un enjeu important dès le début des travaux qui ont mené à l'adoption de la Loi en 2018. Les données disponibles les plus récentes relèvent d'un sondage effectué en 2010. Une information adéquate et des données permettront de documenter davantage la problématique et de faciliter le choix des mesures les plus performantes pour tenter de réduire le nombre de cas d'attaques de chien. Les mesures retenues dans le Règlement prévoient l'enregistrement de tous les chiens ainsi que le signalement des blessures par morsure par les médecins vétérinaires ainsi que les médecins partout au Québec.

Comme le prévoit l'article 8 de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens :

« 8. Toute municipalité locale doit rendre disponibles les informations relatives à l'application de la présente loi que détermine le ministre suivant les modalités et la forme qu'il prescrit. Les municipalités locales peuvent se communiquer un renseignement personnel, sans le consentement de la personne concernée, lorsque cette communication est nécessaire aux fins d'exercer les pouvoirs qui leur sont attribués en vertu d'un règlement pris en application de la présente loi. »

Ainsi, les municipalités devront transmettre certaines informations au gouvernement permettant de suivre l'application du Règlement. Dans un souci d'allègement administratif, il a été prévu de limiter les informations demandées aux données les plus significatives et d'effectuer la saisie par le biais de la reddition de comptes financière annuelle du MAMH. Les informations transmises seront ensuite rendues disponibles en données ouvertes sur le site Données Québec.

ANNEXE 1 : LOI VISANT À FAVORISER LA PROTECTION DES PERSONNES PAR LA MISE EN PLACE D'UN ENCADREMENT CONCERNANT LES CHIENS (CHAPITRE P-38.002)

1. La présente loi vise à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens.

À cette fin, le gouvernement peut, par règlement :

1° établir des normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens;

2° établir les pouvoirs qu'une municipalité locale peut exercer à l'égard d'un chien ou de son propriétaire ou gardien ainsi que les modalités de l'exercice de ces pouvoirs, notamment :

i. exiger qu'un chien soit soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire afin que son état et sa dangerosité soient évalués;

ii. imposer l'application de mesures à l'égard d'un chien qui constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique, y compris son euthanasie;

iii. interdire au propriétaire ou gardien de posséder tout chien;

iv. conférer à la municipalité locale des pouvoirs d'inspection, de saisie et d'enquête;

v. imposer des frais au propriétaire ou gardien;

3° exempter, en tout ou en partie et dans les cas et aux conditions qu'il détermine, tout chien de l'application des dispositions du règlement pris en vertu du présent article;

4° assujettir les médecins vétérinaires, les médecins ou toute autre personne à l'obligation de signaler des blessures infligées par un chien, déterminer les renseignements devant être communiqués lors du signalement et préciser toute autre modalité relative au signalement;

5° déterminer, parmi les dispositions établies en vertu des paragraphes 1° et 2°, celles dont le non-respect constitue une infraction et déterminer les montants des amendes qui s'y rapportent. L'obligation de signalement prescrite en vertu du paragraphe 4° du deuxième alinéa s'applique même à l'égard des renseignements protégés par le secret professionnel et malgré toute autre disposition relative à l'obligation de confidentialité à laquelle la personne qui y est assujettie est tenue. Aucune poursuite ne peut être intentée contre la personne qui, de bonne foi, s'acquitte de son obligation de signalement.
2018, c. 22, a. 1. 23

2. Les dispositions de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1) ne peuvent être interprétées comme ayant pour effet d'empêcher l'application des dispositions d'un règlement pris en application de la présente loi.
2018, c. 22, a. 2.

3. Sous réserve de l'article 4, la présente loi ne s'applique pas sur les territoires suivants:

1° le territoire d'un établissement indien ou d'une réserve;

2° le territoire d'un village nordique, constitué en municipalité en vertu de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (chapitre V-6.1), et sur le territoire où l'Administration régionale Kativik agit à titre de municipalité en vertu de l'article 244 de cette loi;

3° le territoire d'un village cri et celui du village naskapi, constitués en municipalités en vertu de la Loi sur les villages cris et le village naskapi (chapitre V-5.1), ainsi que sur les terres où une bande crie ou naskapie exerce un pouvoir de réglementation en vertu de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec (L.C. 1984, c. 18);

4° les terres où le Gouvernement de la nation crie a déclaré qu'il a compétence en vertu des articles 6.1 et 6.2 de la Loi sur le Gouvernement de la nation crie (chapitre G-1.031) à l'égard d'un domaine de compétence en vertu duquel les municipalités agissent relativement aux chiens. 2018, c. 22, a. 3.

4. Une communauté autochtone peut demander que tout ou partie des dispositions d'un règlement pris en application de la présente loi s'appliquent sur un territoire visé à l'article 3 sur lequel elle est située en transmettant au ministre de la Sécurité publique une résolution à cet effet de son conseil de bande ou du conseil du village nordique, cri ou naskapi, selon le cas. L'Administration régionale Kativik et le Gouvernement de la nation crie peuvent de même faire une telle demande.

Lorsqu'il donne suite à une demande, le ministre publie à la Gazette officielle du Québec un arrêté indiquant les dispositions qui sont ainsi rendues applicables, la date à compter de laquelle elles s'appliquent ainsi que le territoire visé. Dans ce cas, les pouvoirs et responsabilités attribués aux municipalités locales par un règlement pris en application de la présente loi sont exercés sur le territoire visé par le conseil de bande, le village, l'Administration régionale Kativik ou le Gouvernement de la nation crie, selon le cas. 2018, c. 22, a. 4.

5. Toute municipalité locale est chargée de l'application sur son territoire d'un règlement pris en application de la présente loi. À cette fin, la municipalité peut désigner un fonctionnaire ou un employé de la municipalité pour agir comme inspecteur ou enquêteur sur le territoire de cette municipalité aux fins de veiller à son application. Un fonctionnaire ou un employé ainsi désigné doit, sur demande, s'identifier et exhiber le certificat attestant sa qualité. Il ne peut être poursuivi en justice pour les actes qu'il accomplit de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions. 2018, c. 22, a. 5. 24

6. Toute municipalité locale peut conclure une entente avec toute personne afin que celle-ci assure le respect d'un règlement pris en application de la présente loi. La personne avec laquelle la municipalité conclut une entente ainsi que ses employés ont les pouvoirs des fonctionnaires ou employés de la municipalité désignés aux seules fins de l'application de ce règlement. 2018, c. 22, a. 6.

7. La présente loi n'empêche pas une municipalité locale d'adopter des normes plus sévères que celles prévues par un règlement pris en application de la présente loi pourvu qu'elles ne soient pas incompatibles avec celles établies par ce règlement. Tout règlement municipal comportant une norme moins sévère que celle prévue par un règlement pris en vertu de la présente loi est réputé modifié et la norme du règlement municipal remplacée par celle établie par le règlement pris en vertu de la présente loi. 2018, c. 22, a. 7.

8. Toute municipalité locale doit rendre disponibles les informations relatives à l'application de la présente loi que détermine le ministre suivant les modalités et la forme qu'il prescrit. Les municipalités locales peuvent se communiquer un renseignement personnel, sans le consentement de la personne concernée, lorsque cette communication est nécessaire aux fins d'exercer les pouvoirs qui leur sont attribués en vertu d'un règlement pris en application de la présente loi. 2018, c. 22, a. 8.

9. Les municipalités locales peuvent intenter toute poursuite pénale pour une infraction à une disposition d'un règlement pris en application de la présente loi commise sur leur territoire. L'amende appartient à la municipalité lorsqu'elle a intenté la poursuite. Une poursuite visée au premier alinéa est intentée devant toute cour municipale ayant compétence sur le territoire où l'infraction a été commise. Les frais relatifs à une poursuite intentée devant une cour municipale appartiennent à la municipalité dont dépend cette cour, sauf la partie des frais remis par le percepteur à un autre poursuivant en vertu de l'article 345.2 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1) et sauf les frais remis au défendeur ou imposés à cette municipalité en vertu de l'article 223 de ce code. 2018, c. 22, a. 9.

10. Tout membre d'un corps de police peut surveiller l'application des dispositions d'un règlement pris en application de la présente loi dont la violation constitue une infraction sur tout territoire sur lequel il assure des services policiers. 2018, c. 22, a. 10.

11. Un groupe de travail, formé par le ministre de la Sécurité publique et le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, est chargé de proposer des recommandations concernant l'encadrement des éleveurs de chiens afin de favoriser la protection des personnes et d'assurer la sécurité et le bien-être des chiens. Le groupe de travail transmet aux ministres son rapport dans les 12 mois suivant sa formation. 2018, c. 22, a. 11.

12. La Loi sur les abus préjudiciables à l'agriculture (chapitre A-2) est abrogée. 2018, c. 22, a. 12.

13. Le ministre de la Sécurité publique est chargé de l'application de la présente loi. 2018, c. 22, a. 13.

14. (Omis). 2018, c. 22, a. 14.

ANNEXE 2 : SIGNALEMENT D'UN MÉDECIN VÉTÉRINAIRE

Art. 2 du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (chapitre P-38.002, r. 1)

Si elles sont connues, informations sur le chien qui a infligé une blessure par morsure à une personne ou à un animal domestique.

	Information rapportée	Information constatée
Nom du propriétaire ou du gardien :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Adresse du propriétaire ou du gardien :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Numéro de téléphone du propriétaire ou du gardien :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Description de l'animal :		
(Race ou croisement, sexe, couleur)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si elles sont connues, informations sur la personne blessée ou le propriétaire ou gardien de l'animal domestique blessé

Personne blessée Animal blessé

Nom de la personne blessée ou du propriétaire ou gardien :

Adresse :

Numéro de téléphone :

**Nature et gravité de la blessure qui a été infligée
(Brève description de la blessure) :**

Signature du médecin vétérinaire : _____
Date : _____

Numéro de permis : _____

Nom de l'établissement : _____

ANNEXE 3 : SIGNALEMENT D'UN MÉDECIN

Art. 3 du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (chapitre P-38.002, r. 1)

Si elles sont connues, informations sur le chien qui a infligé une blessure par morsure à une personne ou à un animal domestique

Nom du propriétaire ou du gardien :

Adresse du propriétaire ou du gardien :

Numéro de téléphone du propriétaire ou du gardien :

Description de l'animal (race ou croisement, sexe, couleur) :

Signature du médecin : _____

Date : _____

Numéro de permis :

Nom de l'établissement ou de la clinique :

**ANNEXE 4 : MODÈLE D'AVIS D'EXEMPTION PAR UN MÉDECIN
VÉTÉRINAIRE**

Date : _____

Nom du propriétaire ou du gardien : _____

Adresse du propriétaire ou du gardien : _____

Numéro de téléphone du propriétaire ou du gardien :

Description de l'animal : (race ou croisement, sexe, couleur)

Numéro de la micropuce ou du tatouage : _____

Obligation faisant l'objet d'une exemption :

Période d'exemption : _____

Signature du médecin vétérinaire : _____

Numéro de permis : _____

L'AVIS D'EXEMPTION DU MÉDECIN VÉTÉRINAIRE DOIT :

- 1. être signé, daté et indiquer le numéro de permis du médecin vétérinaire;**
- 2. indiquer le nom et les coordonnées du propriétaire ou du gardien de l'animal;**
- 3. décrire l'animal qu'il vise de façon que son propriétaire, son gardien ou un inspecteur puisse le reconnaître;**
- 4. préciser l'obligation à laquelle le propriétaire ou le gardien de l'animal n'est temporairement pas assujetti;**

**ANNEXE 5 : INFORMATIONS POUVANT ÊTRE COMPRIS DANS UN
RAPPORT D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT ET DE LA
DANGÉROSITÉ D'UN CHIEN EFFECTUÉ PAR UN MÉDECIN
VÉTÉRINAIRE (ART. 7)**

- Destinataire et objet
- Faits entourant l'événement selon le gardien
- Faits entourant l'événement selon les documents reçus (rapport de police, témoignages du gardien, de la victime – ou de son gardien – et de témoins éventuels, dossiers médicaux, photographies, vidéos, etc.)
- Déroulement de l'évaluation
- Interprétation : contexte, type d'agression, séquence comportementale, sévérité, etc. (risque faible, modéré ou élevé)
- Évaluation du degré de dangerosité :
 - Facteurs atténuants : âge de l'animal, taille du chien, premier incident rapporté, agression de type défensif, morsure simple, morsure spontanément relâchée, absence de blessure (ou blessure mineure), séquence comportementale normale, incident prévisible, erreur humaine dans l'interaction avec le chien, comportement lors de l'évaluation, respect de la réglementation en vigueur, respect de la condition imposée (port de la muselière au moment de l'évaluation), gardien familier avec les mécanismes de l'apprentissage canin, gardien ayant mis en place des mesures préventives appropriées.
 - Facteurs aggravants : âge de l'animal, taille du chien, plusieurs incidents rapportés, agression offensive, redirigée ou de prédation, morsure tenue, morsures multiples, blessures importantes, séquence comportementale anormale, incident imprévisible, problèmes de santé physique, prise de médication, comportement lors de l'évaluation, non-respect de la réglementation en vigueur, non-respect de la condition imposée, gardien (ou « dresseur ») utilisant des techniques pouvant accroître la perception de menaces ou modifier la séquence comportementale, déni du gardien, milieu familial, environnement pauvre en enrichissement.
- Cote sur l'échelle de dangerosité de 1 à 10

Faible	Modéré	Élevé
1 2 3	4 5 6 7	8 9 10

- Signature

Tiré de la conférence intitulée « Évaluation de la dangerosité des chiens - Une méthode de travail » présentée par la Dre Suzanne Lecomte, m.v., lors de la journée de formation de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec du 25 janvier 2020.

ANNEXE 6 : PROCÉDURE RELATIVE AUX ENQUÊTES POUR ÉTABLIR LE RISQUE DE RAGE

La rage est une maladie à déclaration obligatoire en vertu du *Règlement sur la désignation des maladies contagieuses ou parasitaires, des agents infectieux et des syndromes* (RLRQ, c. P-42, r. 4.2) dont est responsable le MAPAQ. Il n'y a pas de test pour détecter la rage chez l'animal vivant. Seule une analyse du cerveau chez l'animal mort permet de vérifier s'il en était porteur. La rage est une maladie très grave présente au Québec et qui se transmet principalement par la morsure d'un animal infecté. Elle est mortelle dans près de 100 % des cas dès l'apparition des signes cliniques. Même si elle est rare chez les chiens, une période d'observation de l'animal vivant qui a mordu est nécessaire pour s'assurer qu'il n'a pu la transmettre à la personne mordue. Bien que la période d'observation pour établir le risque de rage ne soit pas une obligation légale ou réglementaire, il est fortement recommandé, avant qu'un chien soit euthanasié, et ce sans égard au fait qu'il soit vacciné contre la rage ou non, que celui-ci soit gardé vivant et en observation pendant les dix jours suivant l'incident. La période d'observation est sous la responsabilité du propriétaire ou gardien de l'animal, qui peut décider d'en confier la garde à ses frais à un organisme ou à un médecin vétérinaire.

Le gardien du chien mordeur doit aviser son médecin vétérinaire rapidement si l'animal présente des signes de maladie pendant la période d'observation. Si le médecin vétérinaire juge que ces signes sont compatibles avec la rage, il doit demander que le chien soit isolé pour éviter tout contact avec des personnes et avec d'autres animaux et il doit en informer rapidement le MAPAQ (1 844 ANIMAUX). Si l'animal ne montre aucun signe clinique compatible avec la rage dix jours après la morsure, il ne peut pas avoir transmis la maladie au moment de l'incident. Toute nouvelle morsure, même si elle survient pendant une période d'observation, doit être suivie d'une nouvelle période d'observation de dix jours.

Le MAPAQ doit également être avisé si le chien décède durant la période d'observation. En pareilles circonstances, les renseignements relatifs à l'animal sont consignés et le cadavre est identifié et conservé au congélateur pour un minimum de dix jours, au cas où l'enquête démontrerait la nécessité d'en faire l'analyse. S'il faut procéder à une analyse, la personne en possession de la carcasse doit collaborer promptement avec le MAPAQ pour la préparation et l'expédition de l'animal mort vers un laboratoire.

Cependant, il peut arriver qu'un chien mordeur doive être euthanasié avant la fin de la période d'observation de dix jours, que ce soit par compassion (ex. : l'animal est blessé gravement), pour des raisons de sécurité (ex. : l'animal est trop agressif) ou encore parce que son propriétaire n'est pas en mesure de trouver une solution pour assurer la garde. Le médecin vétérinaire ou le personnel du refuge doit être disponible et prêt à collaborer à l'enquête qui pourrait découler de la morsure. Pour cela, il doit enregistrer dans un dossier l'ensemble des renseignements sur l'état de l'animal avant l'euthanasie et faire état de tout élément pouvant faire penser à la rage. À ce sujet, le MAPAQ rend disponible un questionnaire type que le médecin vétérinaire ou le refuge remplira avec l'aide du propriétaire de l'animal. Précisons que, dans le cas d'une euthanasie, l'animal mort doit être conservé, comme on le fait pour tout animal qui décède avant la fin de la période d'observation.

Rappelons en outre que si le chien présente des signes compatibles avec la rage, le MAPAQ doit en être avisé sans délai (1 844 ANIMAUX). (Voir Avis du MAPAQ, Période d'observation de dix jours)